La Grèce, archétype des aberrations du plan de relance européen

Olivier Passet, Xerfi, 12 mai 2021

Sur le papier, le plan de relance européen est magnifique. C'est le cas d'école de la belle copie qui récite à la lettre ce qui peut mettre en pamoison les économistes de laboratoires.

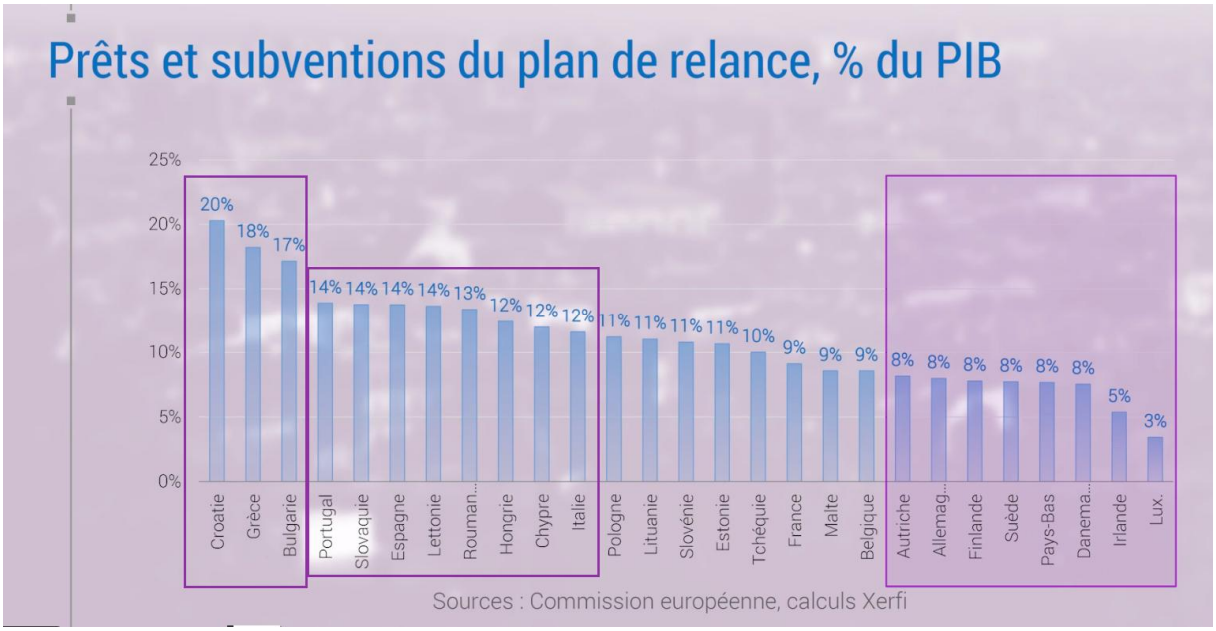
1/ Priorité aux investissements écologiques et digitaux qui préparent l'économie du 21ème siècle: 37 % des dépenses devront être allouées aux objectifs environnementaux européens, et 20 % à la digitalisation de l'économie.

2/ Accompagnement de réformes structurelles pour dépoussiérer les économies des archaïsmes du vieil état providence.

3/ Passages obligés aussi sur l'importance du capital humain à travers la formation et la santé etc.

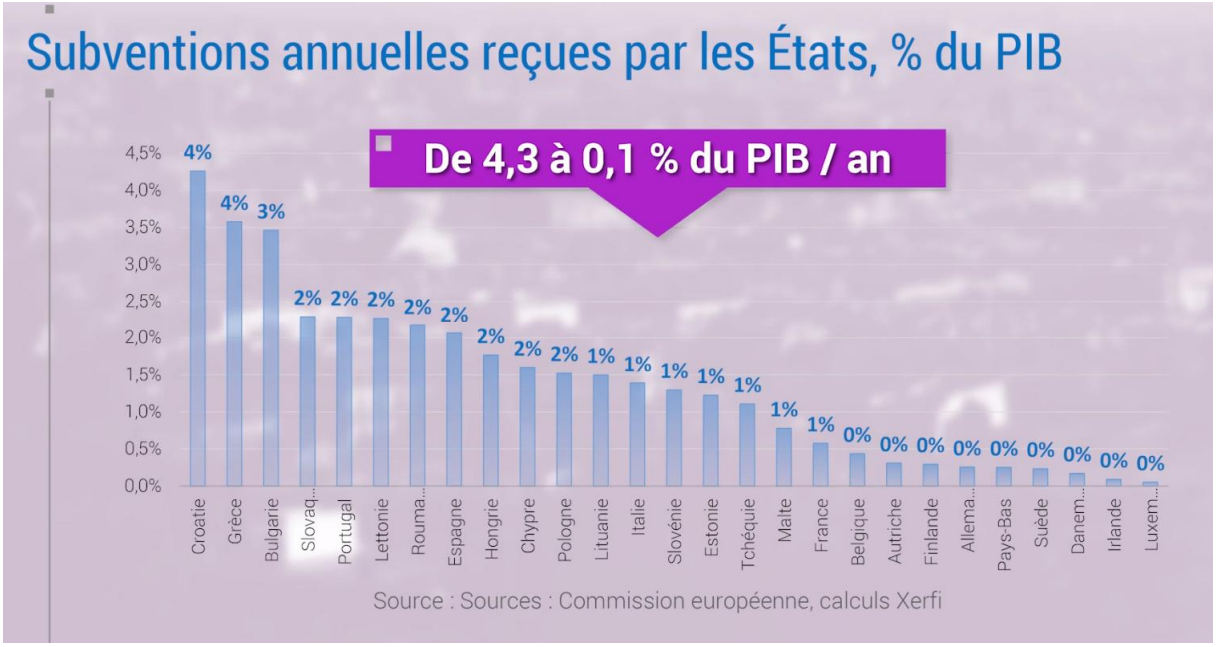
La prose européenne est rompue à ce type de déclaration d'intention depuis la stratégie de Lisbonne de mars 2000, qui promettait déjà de faire de l'Europe la première économie de la connaissance. Cette fois- ci cependant, l'Europe semble se donner les moyens financiers de son ambition : 750 milliards sur 3 ans, dont 312 de subventions aux États, le reste étant des prêts via les collectivités locales, les banques d'investissement ou les agences gouvernementales ou étant affecté au budget européen. Le tout est financé par un emprunt commun sur 30 ans dont le remboursement est adossé à de nouvelles taxes vertueuses : taxe carbone aux frontières, taxe Gafa et taxe sur le système d'échange des quotas d'émission (ETS).

Surtout la commission affiche une réelle volonté de transferts des régions les plus riches vers celles les plus sinistrées ou retardataires. Les montants s'étagent à près de 20% du PIB pour la Croatie, la Grèce ou la Bulgarie, à 12-14% du PIB pour les pays du Sud et poursuivent leur dégradé jusqu'à 3-8% pour les pays les plus avancés.



Des proportions qui renvoient aux oubliettes le nanisme du budget européen et son incapacité à impulser une reprise coordonnée. Mais comme toujours quand on aborde les usines à gaz de la commission il y a un habillage, une logorrhée lénifiante qui sème la suspicion sur l'impact réel de ce plan. On parle d'enveloppes financières ; on parle de réformes, de modernisation, mais dès que l'on veut entrer dans le dur, c'est le flou le plus total. L'économie réelle, ses entreprises, ses métiers, ses filières sont hors radar. L'argent est là. Mais où va-t-il vraiment ?

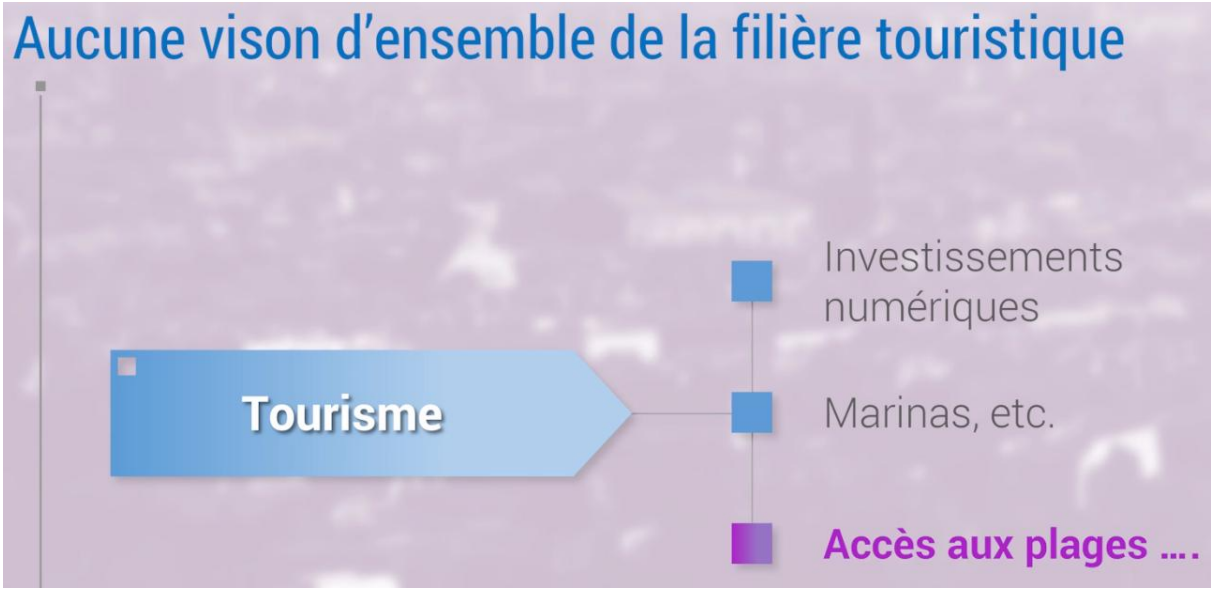
Il y a d'abord une manière de gonfler l'affichage qui crée de la défiance. Si l'on resserre vraiment l'analyse sur les transferts véritables, c'est-à-dire si l'on retire les prêts aux pays, qui sont facultatifs et n'attendent pas la commission pour se réaliser, et si l'on tient compte aussi du fait que ces enveloppes s'étirent sur 3 ans, on prend la juste mesure de leur contribution véritable à la reprise, dans des économies qui pour certaines ont décroché de plus de 10 %. Tout cela est loin d'être négligeable. Mais ce que est manifeste aussi, c'est que l'Europe est incapable de mobiliser, même dans ses régions les plus retardataires, l'équivalent de ce que prévoit le plan Biden pour l'ensemble de l'économie américaine. On en est très très loin.



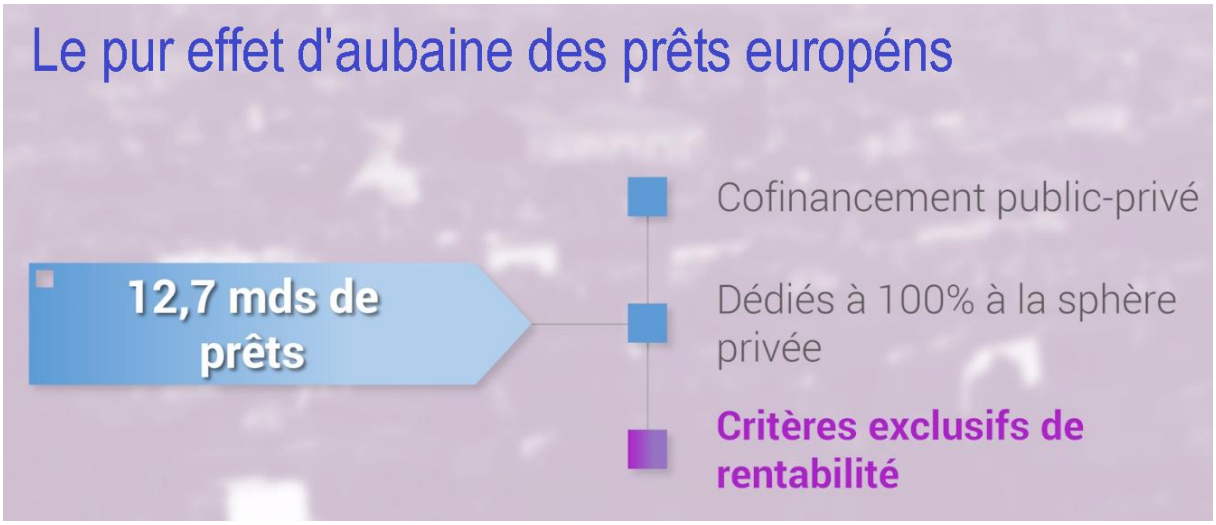
Un petit zoom sur le plan de relance grec, baptisé Greece 2.0, supposé modèle des bonnes intentions européenne est édifiant, sur le caractère éthéré et incontrôlable du Processus. Un processus qui a été mené sous la houlette du prix Nobel d'économie Christopher Pissarides. Au casting un aéropage de personnalités de la sphère académique issues des universités les plus prestigieuses, Quelques consultants anglo- saxons (Grant Thornton, Price Water Cooper), quelques fonds d'investissement. Bref reconstruire une économie, c'est réunir des économistes hors-sol et des acteurs du grand Monopoly financier. Nul représentant de l'industrie, ou quasi-aucun, nul représentant de syndicats ou des collectivités.

Le plan est sensé irriguer les acteurs locaux, renforcer les avantages comparatifs du territoire, mais tout est conçu top down. Tout ce que l'on voit c'est que l'argent ira massivement à des acteurs du digital, qui ne sont pas grecs, aux producteurs des éolienne qui envahiront les îles, qui ne sont pas grecs, au transport ferroviaire, racheté par des italiens, à des aéroports rachetés par des allemands. On cherche l'esquisse d'une réflexion sur une filière, on ne la trouve pas.

Rien de systémique, rien qui est pensé pour activer véritablement l'offre et les compétences locales. Si l'on cherche le mot tourisme dans ce plan, on y trouve des investissements numériques pour les organisations nationales, des infrastructures pour les marinas, et des accès pour les handicapés sur les plages, autrement dit du béton, comme celui qui vient de recouvrir le parvis du Parthénon. L'argent doit faire levier à la rentabilité de la sphère privée.



Cerise sur le gâteau si l'on scrute de plus près les 12,7 milliards de prêts qui doivent renforcer et accélérer de plan, il est dit que cela ne pourra être que du cofinancement public-privé, dédié exclusivement au secteur privé sur des critères exclusifs de rentabilité, sans implications de l'État. C'est ce que l'on appelle un pur effet d'aubaine. Pourquoi le soutien public irait-il à des projets de rentabilité immédiate sans critères d'intérêt commun ?



Ce plan top down, évanescent, est symptomatique de ce que sait faire l'Europe. Du financement, qui finit inexorablement par renforcer les acteurs déjà en place des pays les plus riches, sans vrai design pour renforcer la base productive des territoires retardataires.